

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2016/27216]

23 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 38, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 27 mars 2014, l'article 39, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 27 mars 2014 et 11 avril 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu le rapport du 23 juin 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu que l'adoption du présent arrêté est spécialement urgente en raison du courrier de la CWaPE du 6 juin 2016 au Gouvernement wallon relatif à la mise en œuvre du plan de sauvetage repris à l'article 15octies, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu que la mesure de sauvetage « biomasse » adoptée définitivement par le Gouvernement wallon le 12 février 2015 revêtait un caractère exceptionnel, vu la situation spécifique des installations existantes (permis définitif délivré avant le 1^{er} juillet 2014) de production d'électricité à partir de biomasse solide, les nouvelles unités ne pouvant bénéficier de la mesure;

Vu que la CWaPE, dans son avis du 10 décembre 2014, analysé par le Gouvernement wallon lors de l'approbation du plan de sauvetage « biomasse » en deuxième lecture précise que la mesure conduit « à une augmentation de 650.000 certificats verts (CV)/an par rapport au scénario retenu dans le rapport spécifique 2013 »;

Vu que le nombre de 650.000 CV/an renvoyait à une liste de 16 installations potentiellement concernées par le mécanisme;

Vu le courrier de la CWaPE du 16 juin 2016 informant le Ministre de l'Energie que :

« Pour ces deux cas, la CWaPE a, à l'époque, en 2014, estimé l'impact de ces mesures en volume de certificats verts additionnels :

- 140.000 CV annuels additionnels pour la mesure touchant les installations de production à partir de biométhanisation agricole;
- 650.000 CV additionnels annuels pour la mesure touchant les installations de production à base de biomasse solide.

A l'heure actuelle, sur base de l'ensemble des dossiers ayant fait l'objet d'une décision par la CWaPE, le seuil des 140.000 CV annuels est atteint pour la filière biométhanisation agricole. Si des demandes supplémentaires arrivent à la CWaPE dès demain, le dépassement de l'enveloppe sera avéré avec un dépassement de 10 % de l'enveloppe initiale.

En ce qui concerne la filière biomasse solide, la prévision d'octroi pour les 3 dossiers ayant fait l'objet d'une décision de la CWaPE s'établit à environ 560.000 CV annuels. Toutefois, il est important de noter que si des entreprises supplémentaires font appel à cette mesure dès demain (un dossier de demande a déjà été introduit), la considérant comme structurelle plutôt qu'exceptionnelle, l'enveloppe définie au départ risque d'augmenter d'environ 35 à 40 % »;

Vu que l'adoption du présent arrêté est donc spécialement urgente en raison de ces informations transmises par la CWaPE;

Qu'en effet, ces informations font état d'un dépassement imminent de l'enveloppe de certificats verts renseignée par la CWaPE le 10 décembre 2014, dans le cadre de l'adoption de la mesure du plan de sauvetage « biomasse » qui peut se calculer comme suit :

	Plans de sauvetage	
	Biométhanisation	Biomasse
Nombre de CV initialement prévus par la CWaPE	140.000	650.000
Dépassement estimé par la CWaPE (courrier du 16/6/16)	10 %	40 %
Nombre de CV concernés par le dépassement (CV/an)	14.000	260.000
Durée résiduelle d'octroi en années (moyenne des 3 derniers dossiers, 2016 inclus)	6,7	6,7
Nombre de CV concernés par le dépassement (CV)	93.800	1.742.000
Nombre total de CV concernés par les dépassements (CV)	1.835.800	

Qu'il en découle un risque de dépassement de l'enveloppe de 1.835.000 CV;

Que ce dépassement créera sans aucun doute une rupture de l'équilibre du marché des certificats;

Que les conséquences d'un dépassement du nombre de certificats verts concernés par les mesures de sauvetage seraient sans doute les suivantes :

- une augmentation des quotas de certificats verts pour éviter un déséquilibre trop important sur le marché des certificats verts avec une répercussion sur le prix de l'électricité pour le consommateur;
- une demande d'augmentation de la surcharge par Elia pour financer le mécanisme de garantie d'achat activé par les producteurs avec une répercussion sur le prix de l'électricité pour le consommateur;
- la nécessité de réaliser une nouvelle opération de portage comme celle qui a été réalisée le 1^{er} juillet 2015 avec une répercussion sur le prix de l'électricité;
- la diminution des enveloppes de certificats verts prévues pour les années ultérieures pour limiter l'impact sur le prix de l'électricité au risque de ne pas atteindre les objectifs de production d'énergie renouvelable fixés par le Gouvernement wallon;

Que pour éviter la rupture de l'équilibre du marché des certificats verts, il est nécessaire d'intégrer, dans l'arrêté, le volume maximal des enveloppes renseignées par la CWaPE comme balise de la mesure;

Que cette disposition ne constitue pas une remise en question de la mesure exceptionnelle adoptée à l'époque mais bien l'inscription dans les textes des balises renseignées par la CWaPE, sur base desquelles le Gouvernement wallon a décidé de prendre les mesures;

Que sans réaction rapide du Gouvernement wallon, le risque de création d'une nouvelle bulle de certificats verts est avéré;

Que l'urgence se justifie également et surtout par la nécessité de raccourcir au maximum le délai de procédure d'adoption de l'arrêté pour éviter tout effet d'appel d'air;

Que l'urgence spécialement motivée permet l'adoption du présent arrêté sans le recours à l'avis du Conseil d'Etat tel que le prévoit l'article 3 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 15octies, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Si la CWaPE constate l'absence de rentabilité suffisante de l'installation visée à l'alinéa 2, elle autorise le changement de régime d'octroi des certificats verts et détermine, dans la limite d'une enveloppe globale de 140.000 certificats verts par an pour les producteurs à partir d'installations d'électricité produite à partir de la biométhanisation agricole et d'une enveloppe globale de 650.000 certificats verts par an pour les producteurs à partir d'installations d'électricité produite à partir de biomasse solide, pour le solde des années d'octroi de certificats verts restantes à couvrir le nouveau coefficient K_{ECO} , celui-ci étant applicable au moment de la communication du dossier visé aux alinéas 1^{er} et 2. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Art. 3. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2016/27216]

23. JUNI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 38, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 27. März 2014, Artikel 39 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2014 und 11. April 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 23. Juni 2016;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Tatsache, dass die Verabschiedung vorliegenden Erlasses besonders dringend ist wegen des am 6. Juni 2016 von der CWaPE an die Wallonische Regierung gerichteten Schreibens betreffend die Durchführung des Rettungsplans nach Artikel 15octies § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund der Tatsache, dass die am 12. Februar 2015 von der Regierung endgültig verabschiedete "Biomasse"-Rettungsmaßnahme einen außerordentlichen Charakter aufwies angesichts der spezifischen Lage der bestehenden Anlagen (d.h. diejenigen, für welche die endgültige Genehmigung vor dem 1. Juli 2014 erteilt worden war) zur Produktion von Strom mittels fester Biomasse, wobei die neuen Anlagen keinen Anspruch auf die Maßnahme haben;

Aufgrund der Tatsache, dass die CWaPE in ihrem Gutachten vom 10. Dezember 2014, das die Wallonische Regierung bei der Genehmigung des "Biomasse"-Rettungsplans in zweiter Lesung untersucht hat, darauf hinweist, dass die Maßnahme "zu 650.000 zusätzlichen grünen Zertifikaten / Jahr im Vergleich zum im spezifischen Bericht 2013 festgehaltenen Szenario führt";

Aufgrund der Tatsache, dass diese Anzahl von 650.000 grünen Zertifikaten pro Jahr auf eine Liste von 16 Anlagen verwies, die durch den eingeführten Mechanismus potentiell betroffen waren;

Aufgrund des Schreibens der CWaPE vom 16. Juni 2016 zur Unterrichtung des Ministers für Energie über folgende Tatbestände:

"Für diese beiden Fälle hatte die CWaPE damals, d.h. 2014, die Auswirkungen dieser Maßnahmen in Sachen zusätzliche grüne Zertifikate wie folgt eingeschätzt:

- 140.000 zusätzliche grüne Zertifikate für die Maßnahme, die die landwirtschaftlichen Biogasanlagen betrifft;
- 650.000 zusätzliche grüne Zertifikate für die Maßnahme, die die Produktionsanlagen ab fester Biomasse betrifft;

Auf der Grundlage der gesamten Akten, die Gegenstand eines Beschlusses seitens der CWaPE gewesen sind, hat die Sparte der landwirtschaftlichen Biogasanlagen die Schwelle von 140.000 grünen Zertifikaten / Jahr erreicht. Wenn von nun an neue Anfragen bei der CWaPE eingereicht werden, wird sich mit Sicherheit eine Überschreitung um 10 % des anfänglich vorgesehenen Volumens ergeben.

Was die Sparte "feste Biomasse" betrifft, wird für die 3 Akten, die Gegenstand eines Beschlusses seitens der CWaPE gewesen sind, die Gewährung von ca. 560.000 grünen Zertifikaten pro Jahr vorgesehen. Es ist jedoch wichtig, sich dessen bewusst zu sein, dass das anfänglich vorgesehene Volumen noch um 35 bis 40 % zunehmen könnte, wenn zusätzliche Unternehmen ab morgen (es wurde bereits ein Antrag eingereicht) diese Maßnahme beanspruchen möchten, indem sie Letztere anstatt einer außerordentlichen eher als eine strukturelle Maßnahme betrachten";

Aufgrund der Tatsache, dass die Verabschiedung vorliegenden Erlasses demnach angesichts der von der CWaPE übermittelten Informationen besonders dringend ist;

In der Erwägung, dass diese Informationen in der Tat eine nahe bevorstehende Überschreitung des Volumens grüner Zertifikate bekunden, das die CWaPE am 10. Dezember 2014 im Rahmen der Verabschiedung des "Biomasse"-Rettungsplans vorgesehen hatte, und zwar nach folgender Berechnung

	Rettungspläne	
	Biogasgewinnung	Biomasse
Anzahl der von der CWaPE ursprünglich vorgesehenen grünen Zertifikate	140.000	650.000
Von der CWaPE eingeschätzte Überschreitung (Schreiben vom 16.06.2016)	10 %	40 %
Anzahl grüner Zertifikate, die von der Überschreitung betroffen werden (pro Jahr)	14.000	260.000
Restliche Dauer der Gewährung in Jahren (Durchschnitt der letzten 3 Akten, einschließlich 2016)	6,7	6,7
Anzahl grüner Zertifikate, die von der Überschreitung betroffen werden	93.800	1.742.000
Gesamtanzahl grüner Zertifikate, die von den Überschreitungen betroffen werden	1.835.800	

In der Erwägung, dass sich also ein Risiko der Überschreitung des ursprünglichen Volumens um 1.835.000 grüne Zertifikate ergibt;

Dass diese Überschreitung das Gleichgewicht des Markts für die grünen Zertifikate bestimmt zerstören wird;

Dass die Folgen einer Überschreitung der Anzahl grüner Zertifikate, die durch die Rettungsmaßnahmen betroffen sind, vermutlich die Folgenden wären:

- eine Zunahme der Quoten für die grünen Zertifikate, um ein zu großes Ungleichgewicht auf dem Markt für grüne Zertifikate zu vermeiden, was Auswirkungen auf den Strompreis für die Verbraucher hätte;
- eine Forderung seitens Elia, den Tarifaufschlag zu erhöhen, um die von den Erzeugern aktivierte Kaufgarantie zu finanzieren, was ebenfalls Auswirkungen auf den Strompreis für die Verbraucher hätte;
- die Notwendigkeit, eine neue Übertragungsmaßnahme, wie diejenige, die am 1. Juli 2015 stattgefunden hat, einzuleiten, mit Auswirkungen auf den Strompreis;
- die Reduzierung des für die kommenden Jahre vorgesehenen Volumens der grünen Zertifikate, um die Auswirkungen auf den Strompreis in Grenzen zu halten mit der Gefahr, die von der Wallonischen Regierung gesteckten Ziele im Bereich der Produktion von erneuerbarer Energie nicht zu erreichen;

In der Erwägung, dass das Höchstvolumen der Zertifikate nach den Angaben der CWaPE in dem Erlass als Anhaltspunkt für die Maßnahme anzugeben ist, damit das Gleichgewicht auf dem Markt für grüne Zertifikate nicht zerstört wird;

In der Erwägung, dass diese Bestimmung die damals verabschiedete Sondermaßnahme keineswegs in Frage stellt, sondern eher darauf abzielt, in die Texte die von der CWaPE angegebenen Leitwerte einzuarbeiten, die als Grundlage für die Beschlüsse der Wallonischen Regierung dienen;

In der Erwägung, dass die Gefahr einer neuen Blasenbildung auf dem Markt für grüne Zertifikate erwiesen ist, wenn die Wallonische Regierung nicht schnell reagiert;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit ebenfalls und vor allem aufgrund der Notwendigkeit gerechtfertigt ist, die Verfahrensfristen für die Verabschiedung des Erlasses zu verkürzen, um eine "Magnetwirkung" zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die besonders begründete Dringlichkeit die Verabschiedung vorliegenden Erlasses ohne Heranziehung des Staatsrats ermöglicht, wie in Artikel 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat vorgesehen;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 15octies § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Wenn die CWaPE feststellt, dass die in Absatz 2 genannte Anlage eine unzureichende Rentabilität hat, erlaubt sie die Änderung des Systems zur Gewährung der grünen Zertifikate und bestimmt sie den neuen K_{eco} -Koeffizienten für die verbleibende Anzahl von Jahren der Gewährung von grünen Zertifikaten, wobei dieser Koeffizient zum Zeitpunkt der Mitteilung der in Absatz 1 und 2 genannten Akte anwendbar wird. Für die Bestimmung dieses neuen K_{eco} -Koeffizienten gelten folgende Höchstgrenzen: ein Gesamtvolumen von 140.000 grünen Zertifikaten pro Jahr für die Erzeuger von Strom aus landwirtschaftlichen Biogasanlagen und ein Gesamtvolumen von 650.000 grünen Zertifikaten pro Jahr für die Erzeuger von Strom ab fester Biomasse.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juni 2016.

Der Minister-Präsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,
P. FURLAN

—————
VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27216]

23 JUNI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 38, vervangen door het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2014, artikel 39, § 1, vervangen door het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2014 en 11 april 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het rapport van 23 juni 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanneming van dit besluit hoogdringend is gelet op het schrijven van 6 juni 2016, gericht door de 'CWaPE' aan de Waalse Regering met betrekking tot de implementering van het reddingsplan waarvan sprake in artikel 15octies, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling ;

Overwegende dat het reddingsplan « biomassa », definitief aangenomen door de Waalse Regering op 12 februari 2015, een uitzonderlijk karakter bezat, gelet op de specifieke toestand van de bestaande installaties (definitieve vergunning verstrekt voor 1 juli 2014) voor elektriciteitsproductie uit vaste biomassa, waarbij de nieuwe eenheden niet voor de maatregel in aanmerking komen ;

Overwegende dat de « CWaPE », in haar advies van 10 december 2014, onderzocht door de Waalse Regering bij de goedkeuring van het reddingsplan « biomassa » in tweede lezing, opmerkt dat de maatregel leidt tot een « verhoging met 650.000 groene certificaten per jaar in vergelijking met het scenario waarvan sprake in het specifieke rapport 2013 » ;

Overwegende dat het aantal van 650.000 groene certificaten per jaar naar een lijst verwees van 16 installaties die potentieel betrokken waren bij het mechanisme ;

Gelet op het schrijven van de « CWaPE » van 16 juni 2016 waarbij de Minister van Energie hetvolgende werd medegedeeld :

"Voor beide gevallen heeft de 'CWaPE' toen in 2014 de impact van die maatregelen gemeten naar het volume van bijkomende groene certificaten :

- 140.000 jaarlijks bijkomende groene certificaten voor de maatregelen voor productie-installaties voor biomethanisering in de landbouw ;
- 650.000 jaarlijks bijkomende groene certificaten voor de maatregelen voor productie-installaties op basis van stevige biomassa.

Actueel is op grond van de gezamenlijke dossiers waarvoor de 'CWaPE' een beslissing nam de drempel van 140.000 groene certificaten overschreden voor de biomethanisering in de landbouw. Mochten er nu nog bijkomende aanvragen bij de 'CWaPE' ingediend worden, wordt de enveloppe-overschrijding met 10 % boven de aanvankelijke enveloppe bevestigd. Wat de vaste biomassa betreft, wordt er in de prognoses voor de toekenning voor de drie dossiers waarvoor de 'CWaPE' een beslissing nam uitgegaan van ongeveer 560.000 jaarlijkse groene certificaten. Er dient evenwel op gewezen te worden dat mochten er bijkomende bedrijven nu deze maatregel aanvragen (en er is reeds een aanvraagdossier ingediend), waarbij genoemde maatregel eerder structureel dan uitzonderlijk wordt beschouwd, dan dreigt de aanvankelijke enveloppe te stijgen met ongeveer 35 tot 40 % » ;

Overwegende dat de aanneming van dit besluit dus hoogdringend is rekening houdend met de informatie verstrekt door de 'CWaPE' ;

Overwegende dat uit die informatie immers blijkt dat een enveloppe-overschrijding voor groene certificaten, gemeld op 10 december 2014 door de 'CWaPE', te vrezen valt in het kader van de aanneming van de maatregel van het reddingsplan « biomassa » dat als volgt berekend kan worden :

	Reddingsplannen	
	Biomethanisering	Biomassa
Aantal groene certificaten aanvankelijk voorzien door de 'CWaPE'	140.000	650.000
Door de 'CWaPE' berekende overschrijding (schrijven 16/6/16)	10 %	40 %
Aantal groene certificaten betrokken bij overschrijding (per jaar)	14.000	260.000
Resterende duurtijd toekenning in jaren (gemiddeld van laatste 3 dossiers, 2016 meegerekend)	6,7	6,7

	Reddingsplannen	
	Biomethanisering	Biomassa
Aantal groene certificaten betrokken bij overschrijding (per jaar)	93.800	1.742.000
Aantal groene certificaten betrokken bij overschrijdingen (per jaar)	1.835.800	

Overwegende dat daaruit een risico voortvloeit op overschrijding van de enveloppe met 1.835.000 groene certificaten ;

Overwegende dat die overschrijding hoogstwaarschijnlijk de certificatenmarkt uit evenwicht zal brengen;

Overwegende dat dit de vermoedelijke gevolgen zullen zijn van een overschrijding van het aantal groene certificaten betrokken bij de reddingsmaatregelen :

- een verhoging van de quota's van groene certificaten om te voorkomen dat de markt voor groene certificaten te onevenwichtig wordt met een weerslag op de elektriciteitsprijzen voor de consument;
- een verzoek tot verhoging van de toeslag van Elia voor de financiering van het mechanisme van de aankoopwaarborg door de producenten met een weerslag op de prijs die de consument voor de elektriciteit betaalt ;
- de noodzaak om een nieuwe kostenovernameverrichting door te voeren zoals die welke op 1 juli 2015 is uitgevoerd met een weerslag op de elektriciteitsprijs ;
- de vermindering van de enveloppes voor groene certificaten bepaald voor de latere jaren om de impact te beperken op de elektriciteitsprijs met het risico om de doelstellingen inzake hernieuwbare energieproductie, vastgelegd door de Waalse Regering, niet te halen ;

Overwegende dat het, om te voorkomen dat er een breuk ontstaat in het evenwicht van de markt voor groene certificaten, nodig is het maximumvolume van de enveloppes medegedeeld door de « CWaPE » als ijkpunt voor de meting in het besluit op te nemen ;

Overwegende dat die bepaling niet de uitzonderlijke maatregel die toentertijd is aangenomen in vraag stelt, maar wel de opname, in de teksten, van de ijkpunten medegedeeld door de « CWaPE » op grond waarvan de Waalse Regering beslist heeft de maatregelen te treffen ;

Overwegende dat het risico dat er een nieuwe groene certificaten-bubbel ontstaat indien de Waalse Regering niet snel ingrijpt, zeer reëel is ;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid eveneens en vooral ingegeven is door de noodzaak om de termijn voor de procedure van aanneming van het besluit zo veel mogelijk in te korten en zo te voorkomen dat er een magneetwerking ontstaat;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid de aanneming van dit besluit mogelijk maakt zonder het advies in te winnen van de Raad van State, zoals bepaald bij artikel 3 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 15octies, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt lid 3 vervangen door hetgeen volgt :

"Als de 'CWaPE' vaststelt dat de installatie bedoeld in lid 2 onvoldoende rendabel is, laat ze de verandering van stelsel voor de toekenning van groene certificaten toe en bepaalt ze, binnen de perken van een globale enveloppe van 140.000 groene certificaten per jaar voor de producenten uit installaties voor elektriciteitsproductie uit biomethanisering in de landbouw en van een globale enveloppe van 650.000 groene certificaten per jaar voor de producenten uit installaties voor elektriciteitsproductie uit stevige biomassa voor het saldo voor de overige jaren van toekenning van groene certificaten, de nieuwe K_{eco} -coëfficiënt, waarbij laatstgenoemde van toepassing is op het tijdstip van de mededeling van het dossier bedoeld in de leden 1 en 2."

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203486]

23 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'assistance en justice des membres du personnel et à l'indemnisation des dommages à leurs biens

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 2015;

Vu le rapport du 19 novembre 2015 établi en application du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation n° 686 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 26 février 2016;